



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 11 au 17 octobre 2019

Le 18 octobre 2019

Résumé

Afghanistan : Le FMI a conclu une mission d'examen à Dubaï (EAU) dans le cadre de la procédure article IV et de la sixième revue de la facilité de crédit étendue (ECF).

Bangladesh : Transferts en hausse de 16% au 1er trimestre après une année record l'année dernière. Deux nouvelles lignes de métro approuvées, avec un financement japonais. Le japonais JERA s'associe à l'indien RELIANCE dans une centrale thermique de 750 MW et s'engage avec SUMMIT sur un terminal vraquier à Matarbari.

Bhoutan : L'Autorité monétaire royal du Bhoutan (RMA) a effectué un transfert net de 3 Mds Nu auprès du ministère des Finances.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : L'indice des prix à la consommation enregistre une nette accélération en septembre. L'indice des prix de gros atteint en parallèle un nouvel étiage en septembre. En août, la production industrielle se contracte pour la première fois depuis juin 2017.

Maldives : Croissance du PIB estimée à 5,2 % en 2019 et à 5,6% en 2020 selon la Banque mondiale.

Népal : Le Président chinois, Xi-Jinping, s'est rendu en visite officielle au Népal.

Pakistan : Les transferts d'expatriés en recul de 1,4 % au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire 2019/20. Forte chute des ventes de véhicules automobiles au premier trimestre 2019/20. Les autorités ont déclaré avoir repris complètement le contrôle sur les déficits jumeaux. Le Pakistan devrait enregistrer la plus faible croissance d'Asie du Sud cette année selon la Banque mondiale. Le FMI maintient ses prévisions relatives à la croissance de l'économie pakistanaise sur l'exercice 2019/20. Les financements de la Banque asiatique de développement attendus en progression de plus de 70 % sur les trois prochaines années.

Sri Lanka : Croissance du PIB estimée à 2,7 % en 2019 et à 3,3% en 2020 selon la Banque mondiale. Prêt de 25 M USD de Proparco à la Commercial Bank of Ceylon. Inauguration de l'aéroport international de Jaffna (nord du Pays). Prêt intergouvernemental de 70,7 M EUR des Pays-Bas. Lancement de la National Innovation Agency (NIA). Approbation du conseil des ministres pour lever 500 M USD de « Samuraï bonds ».



AFGHANISTAN

- **Le FMI a conclu une mission d'examen à Dubaï (EAU) dans le cadre de la procédure article IV et de la sixième revue de la facilité de crédit étendue (ECF).** Il dresse, dans ses premières conclusions, un portrait en demi-teinte d'une économie afghane qui devrait atteindre en 2019 un rythme de croissance de 3%. La croissance devrait connaître par la suite une tendance haussière bien que l'économie demeure vulnérable à la dégradation des conditions sécuritaires, couplée à l'incertitude politique suite aux récentes élections présidentielles (dont les résultats devraient être publiés dans les prochaines semaines selon la commission électorale afghane). Le FMI anticipe, de plus, une recrudescence des pressions inflationnistes, à 2,6% en 2019, et s'attend également, à moyen terme, au maintien de l'équilibre budgétaire, grâce notamment à la contribution des dons et facilités de paiements des institutions financières internationales.

Le Fonds salue de nouveau, dans son communiqué, les efforts entrepris par les autorités afghanes dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réformes associé à la facilité de crédit étendue ; ses conclusions, qui seront soumises à la discussion du Conseil d'administration en décembre, devraient ouvrir la voie au déboursement de 5,4 millions SDR supplémentaires (7,4 M\$), qui porterait le total à 44,4 M\$ fin 2019.

La facilité de crédit étendue prévoit, pour mémoire, l'octroi d'un enveloppe totale de 45 M\$ sur trois ans, sous réserve d'examens semestriels, articulée autour de deux piliers : (i) mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires au renforcement de l'autonomie budgétaire vis-à-vis des bailleurs de fonds, à l'exécution plus efficace des dépenses, au renforcement de l'intermédiation financière, à la lutte contre la corruption et au renforcement du climat des affaires ; (ii) la préservation de la stabilité économique, qui passe notamment par la consolidation du système de pilotage de la politique monétaire et par une meilleure réglementation du secteur bancaire avec pour objectif de long terme le développement du secteur privé et de la création d'emploi.

BANGLADESH

- **Migrants – Transferts en hausse de 16% au 1^{er} trimestre après une année record l'année dernière.** D'après les données de la banque centrale bangladaise, les transferts monétaires officiels des migrants ont atteint 4,51 Mds sur le premier trimestre de l'année fiscale 2019-2020 (juillet à septembre), en hausse de 16% par rapport à la même période de l'année fiscale précédente. Cette forte hausse intervient après un niveau record de transferts en 2018-19, à 16,4 Mds\$. La reprise des transferts se confirme donc en 2019 après l'embellie de 2018, qui faisait suite à 6 années de stagnation. Le ministère des finances espère atteindre 18 à 20 Mds\$ pour cette année, ce qui contribuera à soutenir le cours du Taka.

Ces bons résultats profitent d'un contexte économique favorable qui crée de nouvelles opportunités ; ils sont également portés par la décision d'inclure dans le budget courant une incitation financière de 2% (le bonus est versé sur le compte sans contrôle pour les virements jusqu'à 1500\$), pour réduire l'usage des canaux non-officiels (qui représenteraient encore plus de la moitié des transferts depuis l'étranger). Le gouvernement a ainsi budgété 30,6 Mds Tk (330M€) cette année. Après des premiers retards dans le versement des aides, les travailleurs ont pu bénéficier de cette mesure à partir de septembre dernier (les transferts ont alors atteint 1,47 Mds\$, soit une hausse de 29% par rapport à septembre 2018, alors que le taux de change interbancaire était de 84,50 Tk pour un \$ contre 83,75 TK un an plus tôt). Une nouvelle étude



réalisée par la Banque Mondiale et publiée en septembre réaffirme l'importance des transferts pour le développement du pays : 41% des foyers comprenant des travailleurs migrants seraient considérés comme pauvres s'ils ne bénéficiaient pas de ces revenus.

- **Transports – Deux nouvelles lignes de métro approuvées, avec un financement japonais.** L'ECNEC (*Executive Committee of the National Economic Council*), autorité présidée par la Première Ministre qui valide les projets de développement, a approuvé le 15 octobre dernier deux nouveaux projets de lignes de métro pour la capitale Dhaka. Les lignes MRT-1 et MRT-5 North viendront s'ajouter au métro MRT-6, en construction actuellement, et qui devrait être inauguré fin 2021. Maintenant que l'accord a été reçu, les premiers travaux devraient débuter, poursuivant l'objectif de se doter de 5 lignes de métro d'ici 2035 comme indiqué dans le *Strategic Transport Plan for Dhaka* (2016-2035). La construction de ces deux lignes bénéficiera d'un prêt japonais de la JICA à 0,9% sur 30 ans avec une période de grâce de 10 ans.

La ligne MRT-1, partiellement souterraine, reliera au nord l'aéroport au sud de la ville ainsi qu'à Purbachal, banlieue est de Dhaka où le gouvernement bâtit une ville-satellite pour 1M d'habitants à partir de 2026, date initiale de fin des travaux. Le projet est estimé à environ 525 Mds Tk (5,5 Mds€), financé par la JICA (394 Mds Tk) et le gouvernement (131 Mds Tk). Le consultant principal est le japonais Nippon Koei Company Ltd. La ligne MRT-5 North connectera la banlieue ouest à la partie est de Dhaka, traversant le quartier d'affaires de Gulshan 2 d'ici 2028. JICA financera 291 Mds Tk pour un projet d'une enveloppe totale de 412 Mds Tk (4,4 Mds€).

Ces projets deviennent ainsi respectivement les troisième et quatrième plus gros projets du Bangladesh, derrière la centrale nucléaire de Roopur et le Padma Bridge. Lors de cette annonce, la Première ministre a également exprimé son souhait de voir réaliser des études de faisabilité pour des projets de métro à Chittagong, deuxième ville du pays, dès que possible. Elle s'est de plus dite favorable à l'introduction en Bourse de Dhaka Mass Transit Company Limited (DMTCL), l'autorité publique propriétaire du métro, dès que la première ligne de métro serait entrée en fonctionnement.

- **IDE - Le japonais JERA s'associe à l'indien RELIANCE dans une centrale thermique de 750 MW.** Le groupe privé indien Reliance Group a signé le 2 septembre 2019 un accord pour la construction et l'exploitation (*build, own and operate*) d'une centrale thermique à cycle combiné (gaz et GNL) d'une capacité de 750 Mw. Elle sera construite à Meghnaghat (district de Narayanganj) à 40 km au sud-est de Dhaka. Reliance prévoit d'investir 1 Mds \$, pour une mise en service 36 mois après la signature des contrats avec le gouvernement; le Bangladesh Power Development Board rachètera l'électricité produite sur une période de 22 ans, le gaz étant fourni par la compagnie publique Titas Gas Transmission & Distribution Co.

Le groupe japonais JERA ASIA (Japan's Energy for New Era www.jera.co.jp/) a pris le 3 septembre dernier une participation de 49% dans le projet (Reliance Bangladesh LNG & Power Limited), sa 1ère implantation au Bangladesh. Reliance Power Ltd, filiale de Reliance Group, est le premier opérateur privé en Inde dans le secteur de l'énergie (charbon, gaz et renouvelable) avec un portfolio opérationnel proche de 6000 MW. JERA (www.jera.co.jp/) est une joint-venture créée en 2015 entre les deux puissants groupes Tokyo Electric Power et Chubu Electric Power, pour développer une chaîne intégrée de projets dans l'énergie à l'international. JERA



est actionnaire dans 26 centrales thermiques au Japon d'une capacité de 67 gigawatts et de 10GW sur les projets en opération ou en développement à l'étranger.

- **IDE – le japonais JERA s'engage avec SUMMIT sur un terminal vraquier à Matarbari.** Le groupe SUMMIT a signé le 30 mai 2019 un mémoire d'entente avec le japonais JERA ASIA (Japan's Energy for New Era <https://www.jera.co.jp/english/>) pour la construction d'un terminal portuaire à Matarbari, près de Cox's Bazar (sud-est du pays), d'une capacité annuelle de 20 M tonnes de vrac (notamment charbon et autres combustibles). L'enveloppe du projet est évaluée à 500 M\$. Le projet devrait être inauguré dans un délai de deux ans après la signature des contrats avec le gouvernement bangladais. Ce projet s'intègre dans le programme d'investissement de l'initiative MIDI (*Moheshkhali-Matarbari Integrated Infrastructure Development Initiative*) portée par les deux gouvernements.

Summit Group est l'un des plus grands conglomérats du Bangladesh, actif dans la communication, le commerce, l'énergie et le transport maritime; il est le premier producteur indépendant d'énergie (IPP) au Bangladesh (<https://summitpowerinternational.com/>). SUMMIT a inauguré en avril 2019 la seconde station flottante de regazification de GNL du Bangladesh, en partenariat avec Mitsubishi (Summit LNG Terminal Co Ltd).

BHOUTAN

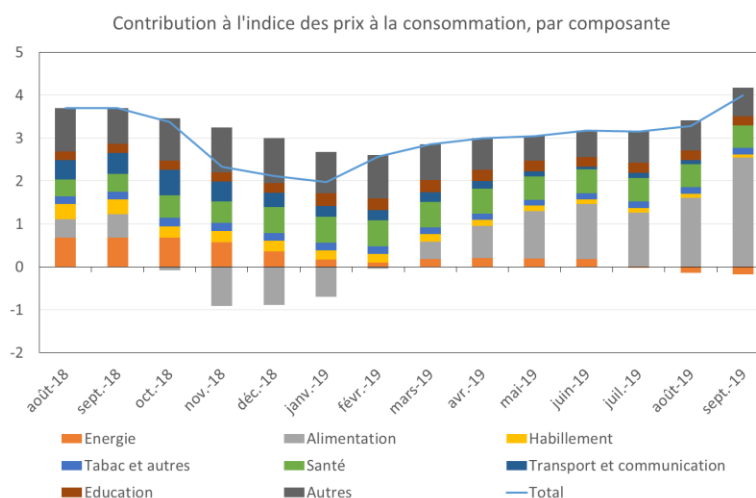
- **L'Autorité monétaire royal du Bhoutan (RMA) a effectué un transfert net de 3 Mds Nu auprès du ministère des Finances au titre de l'exercice 2018-2019.** Ce transfert avait pour mémoire atteint 1,5 Md Nu au cours de l'exercice précédent. Cette forte hausse résulte d'une meilleure gestion des réserves de change, qui a notamment permis de dégager un revenu d'intérêt net de 1,5 Md Nu. Les réserves internationales brutes dépassent toujours légèrement 1 Md USD.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'indice des prix à la consommation enregistre une nette accélération en septembre.** Selon les données du Bureau des statistiques, l'IPC enregistre une hausse de **3,99 % en glissement annuel**, juste en-deçà de l'objectif de moyen terme de la Banque centrale, fixé à 4 %. Il s'agit de la plus forte hausse des prix à la consommation depuis juillet 2018.

Cette accélération résulte notamment de l'augmentation des prix des denrées alimentaires en septembre (54,2 % de la pondération de l'indice), qui enregistrent une hausse de 4,7 % en glissement annuel, un pic sur 20 mois, contre 3 % un mois plus tôt. En particulier, le prix des légumes a fortement augmenté (15,4 % en glissement annuel), dans le sillage de la rapide hausse des prix sur les marchés de gros des produits agro-alimentaires. En parallèle, la répartition inégale de la mousson, et notamment les fortes pluies dans certaines régions, aurait affecté négativement l'offre de légumes tels que les oignons et l'ail, pesant en conséquence sur le prix des légumes.



A l'inverse, les prix de l'ensemble des autres secteurs ont légèrement ralenti en septembre, les prix de l'énergie affichant même une contraction pour le troisième mois consécutif (-2,2 % en glissement annuel en septembre). Les prix de l'habillement, du tabac, de la santé, et des transports et communication enregistrent des hausses de 1 %, 4,6 %, 7,7 % et 0,1 % respectivement, soit des rythmes de progression inférieurs au mois précédent pour tous ces secteurs.

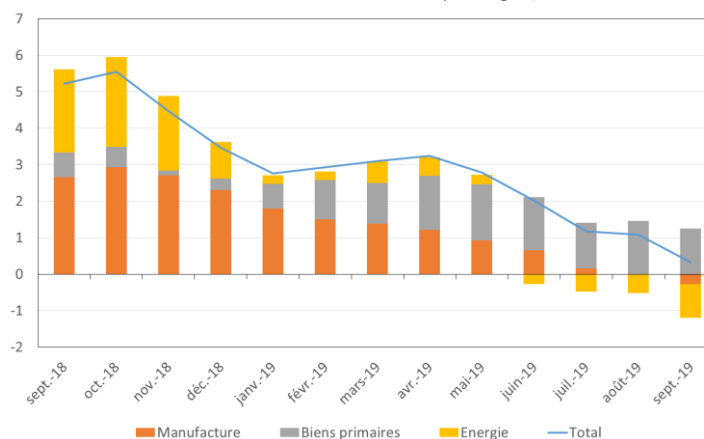
Par ailleurs, les zones urbaines sont celles qui affichent la hausse des prix la plus marquée (+4,8 % contre +3,2 % dans les zones rurales). En particulier, les Etats du *Karnataka* et *Assam* présentent un taux d'inflation conséquent en septembre (7 % et 6,7 % respectivement), tandis que l'Etat de *Chhattisgarh* enregistre une déflation (-0,7 %).

- **L'indice des prix de gros atteint en parallèle un nouvel étiage en septembre.** Les prix de gros progressent de seulement 0,3 % en glissement annuel, marquant un 5^{ème} ralentissement consécutif en septembre, après avoir progressé de 1,1 % un mois plus tôt selon les chiffres publiés par le ministère du Commerce et de l'Industrie. **Sur les 9 premiers mois de l'année 2019, l'indice des prix de gros a progressé en moyenne de 2,2 %** alors qu'il avait enregistré une hausse moyenne de 4,2 % sur la période analogue de l'année précédente.

Ce léger ralentissement est principalement imputable à l'évolution des prix de l'énergie, qui reculent pour le 4^{ème} mois consécutif en septembre. Ce recul est particulièrement prononcé en septembre, avec une baisse de 7,1 % en glissement annuel (-4 % en août). En particulier, le prix du GPL chute de 27,6 % en glissement annuel.



Contribution à l'évolution de l'indice des prix de gros, 2018-19



Les produits manufacturés voient leurs prix baisser pour la première fois en septembre. Ils reculent ainsi de 0,4 % en glissement annuel, après être restés constants un mois plus tôt. Cette baisse résulte notamment de la baisse des prix des métaux basics (-8,2 % en glissement annuel) et de l'acier (-8,2 %), malgré la hausse des prix de fabrication des produits alimentaires (+3,2 %).

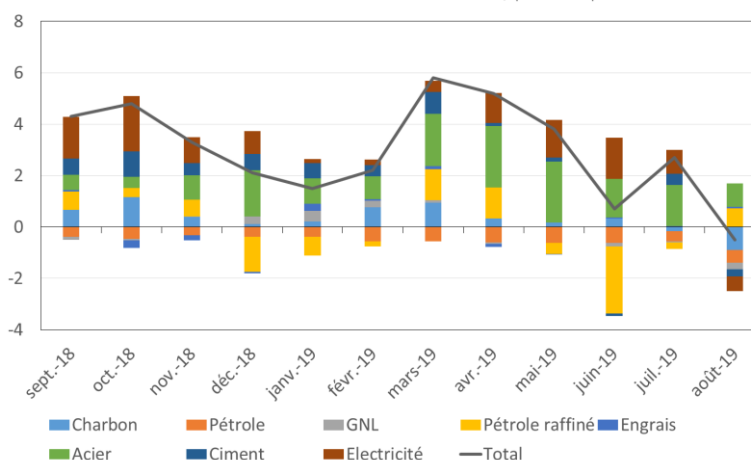
Les prix des denrées alimentaires, bien qu'en ralentissement, conservent tout de même un rythme de progression positif en septembre (+5,5 % en glissement annuel, après +6,4 % un mois plus tôt), tirant à la hausse l'indice des prix de gros. Le prix des oignons continue de croître de manière incontrôlée (+122 %). Les prix de gros des légumineuses (+18 %) et des légumes (+19 %) affichent également une hausse en septembre, tandis que le prix des pommes de terre recule (-23 %).

- **En août, la production industrielle se contracte pour la première fois depuis juin 2017.** Après un rebond en juillet (+4,6 % en glissement annuel), la production industrielle chute ainsi de 1,1 % en glissement annuel en août selon les chiffres du Bureau des statistiques. Alors que le marché s'attendait à une modération de la production industrielle, la baisse réelle observée s'est révélée nettement inférieure aux consensus de la YES Bank et de Bloomberg (1,5% et 1,7% respectivement).



La production de produits manufacturés, qui représente 77 % dans le calcul de l'indice, affiche la baisse la plus marquée (-1,2 % en août contre une expansion de 4,6 % un mois plus tôt en glissement annuel). Le sous-secteur relatif à la production de moteurs de véhicules (4,9 % de l'indice) enregistre notamment la baisse la plus marquée (-23,5 % en glissement annuel), suivi par le sous-secteur de la machinerie (-14,8 % en glissement annuel, 4,8 % de l'indice). A l'inverse, on notera la croissance soutenue du sous-secteur relatif à la production des métaux basics (+11,8 % en glissement annuel, cependant en ralentissement par rapport aux deux mois précédents), qui représente 12,8 % de la pondération de l'indice. Le secteur de la production d'électricité, qui représente 8 % de l'indice, enregistre également un recul marqué en août (-0,9 % en glissement annuel après une hausse de 4,8 % en juillet). Enfin, la production des industries extractives (14 % de l'indice) affiche un ralentissement important par rapport au mois précédent mais reste légèrement en territoire expansif (+0,1 % en août après une augmentation de 4,8 % en juillet).

Evolution de l'indice des industries lourdes, par composante



En termes d'usage, la production des biens d'équipements enregistre une chute record en août (-21 % en glissement annuel). Les productions de biens durables ainsi que de biens destinés aux secteurs des infrastructures se contractent également en août (respectivement de 9,1 % et 4,4 % en glissement annuel). À l'inverse, la production de biens intermédiaires progresse de 7 % en glissement annuel, tandis que celle de biens non-durables ressort en hausse de 4,1 %. En outre, la production des biens primaires affiche une hausse modérée (+1,1 % en glissement annuel).

L'évolution de la production industrielle continue ainsi de mettre en évidence la faiblesse de la croissance indienne, à laquelle le gouvernement tente de répondre par une série de mesures (abaissement de l'impôt sur le revenu des sociétés, ensemble de mesures visant à lutter contre les difficultés des secteurs de l'automobile et de l'immobilier, apport initial de 700 Mds ₹ aux banques du secteur public, mesures visant à stimuler les secteurs des exportations, etc.). A court terme, la dynamique de croissance devrait cependant rester atone, avec une croissance estimée à 6,3% du PIB pour l'exercice budgétaire 2019-2020.

MALDIVES

- Croissance du PIB estimée à 5,2 % en 2019 et à 5,6% en 2020 selon la Banque mondiale.** La croissance du PIB des Maldives devrait rester à un rythme soutenu, à 5,2% en 2019 selon la Banque mondiale, bien que cela représente une décélération sensible par rapport à 2018 (6,7% de croissance). Celle-ci s'explique par une diminution des activités de construction qui fait suite à la fin de grands chantiers (aéroport, pont). Le développement de nouveaux projets d'infrastructures et l'expansion du secteur du tourisme devraient permettre à la croissance d'accélérer légèrement en 2020, à hauteur de 5,5% selon les prévisions.

**NEPAL**

- **Le Président chinois, Xi Jinping, s'est rendu en visite officielle au Népal.** Accompagné d'une importante délégation, il s'est rendu à Katmandu du 12 au 13 octobre, une première depuis 23 ans, et a présidé la signature de dix protocoles d'entente (MoU).

Le déplacement du Président chinois, le premier depuis 23 ans, aurait notamment permis d'évoquer, dans le cadre, notamment, de l'initiative des Routes de la soie, les perspectives de participation de la Chine au développement de l'interconnectivité entre les deux pays, tant par voie terrestre (notamment dans le secteur ferroviaire, avec notamment un MoU signé au sujet d'un projet de réseau ferré entre les deux pays) que par voie aérienne et que dans le domaine des communications. Xi Jinping a par ailleurs plaidé en faveur d'un renforcement des liens bilatéraux en matière de développement durable, de tourisme et d'échanges humains ainsi que d'un développement de la coopération entre les deux pays dans les domaines de l'agriculture, des transferts technologiques et de la gestion des ressources naturelles.

PAKISTAN

- **Les transferts d'expatriés en recul de 1,4 % au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire 2019/20** (du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020). Les transferts de travailleurs expatriés se sont élevés à 5,5 Mds USD entre juillet et septembre 2019, après 5,6 Mds USD un an auparavant. Au cours du seul mois de septembre, les transferts d'expatriés enregistrent toutefois une progression de 17,5 % en glissement annuel et de 3,4 % par rapport au mois précédent. Sur le premier trimestre 2019/20, les transferts en provenance d'Arabie saoudite (1,3 Md USD, 23,2 % du total) et du Royaume-Uni (814,4 M USD, 14,9 % du total) stagnent (+0,5 %), quand ceux en provenance des Etats-Unis enregistrent une hausse notable de 5,7 % (911,7 M USD ; 16,6 % du total). Les transferts en provenance des Emirats arabes unis et des autres pays membres du CCG (Bahreïn, Koweït, Qatar et Oman) s'affichent en recul de respectivement 7,9 % à 1,1 M USD (20,8 % du total) et de 1,4 % à 519,4 M USD (9,5 % du total). La Malaisie se classe au cinquième rang des pays à partir desquels les expatriés pakistanais ont émis des transferts de fonds (7,4 % du total, +2,5 %). Pour mémoire, le montant total des transferts de travailleurs expatriés s'élevait à 21,8 Mds USD sur l'exercice 2018/19 (+9,7 % en glissement annuel), couvrant le déficit commercial à hauteur de 77,4 %.
- **Forte chute des ventes de véhicules automobiles au premier trimestre 2019/20.** Les ventes de véhicules automobiles ont reculé de 40,9 % entre juillet et septembre 2019 pour atteindre 34 635 unités (à comparer à 58 556 au premier trimestre 2018/19). Sur cette période, les ventes se répartissent entre véhicules de plus de 1300 cm³ à hauteur de 28,7 %, 16,7 % pour ceux entre 1000 et 1300 cm³, 41,2 % pour ceux de 800 à 1000 cm³ et 10,4 % pour les jeeps et pick-ups. Si l'installation attendue de nouveaux constructeurs devrait accroître la concurrence, les trois constructeurs japonais qui assemblent au Pakistan continuent de dominer le marché. Leurs parts de marché atteignent 66,8 % pour Suzuki, 19,4 % pour Toyota et 12,9 % pour Honda. Ghandhara Nissan, qui assemble essentiellement des pick-ups en collaboration avec le constructeur chinois JAC Motors, compte pour seulement 0,9 % des ventes. Les ventes de poids lourds et de tracteurs se contractent respectivement de 46,6 % et de 31,6 % sur la période considérée. Les ventes de motocyclettes/tricycles à moteur enregistrent également une baisse notable de 19,6 %. Cette situation s'explique principalement par la forte hausse des prix, notamment suite à la dépréciation de la roupie pakistanaise par rapport à l'USD ainsi qu'à



l'augmentation des droits de douane et de la taxe à la vente sur les pièces importées, couplée à la hausse des taux d'intérêt.

- **Les autorités ont déclaré avoir repris complètement le contrôle sur les déficits jumeaux.** A l'occasion d'une conférence de presse qui s'est tenue le 12 octobre, le Conseiller du Premier ministre pour les finances, Abdul Hafeez Shaikh, et le président du *Federal Board of Revenue* (FBR), Muhammad Irshad, ont souligné les avancées enregistrées pour la stabilisation de la situation économique et financière du pays sur le premier trimestre 2019/20 (1^{er} juillet au 30 septembre 2019). Ils ont notamment mentionné :
 - La contraction du déficit commercial de 35 % en glissement annuel à 5,7 Mds USD, avec une hausse des exportations de près de 3 % et un recul des importations de 21 % ;
 - La réduction du déficit public de 36 % en g.a. à 476 Mds PKR (3 Mds USD) ;
 - La progression des recettes publiques collectées de 16 % en g.a., avec une hausse soutenue des recettes non fiscales de +140 % à 406 Mds PKR (2,6 Mds USD) ;
 - La hausse des dépenses publiques d'investissement (aucune donnée n'a été précisée) ;
 - La hausse des investissements de portefeuille étrangers de 340 M USD ;
 - L'absence d'emprunt du gouvernement auprès de la Banque centrale ;
 - La forte progression du nombre de travailleurs expatriés.
- **Le Pakistan devrait enregistrer la plus faible croissance d'Asie du Sud cette année selon la Banque mondiale.** Dans son dernier rapport (*South Asia Economic Focus, Fall 2019: Making Decentralization Work*), la Banque mondiale prévoit un recul de la croissance du PIB pakistanais à 2,4 % sur l'exercice 2019/20. La Banque s'attend en effet à un ralentissement de la demande intérieure suite au durcissement des politiques monétaires et fiscales. Elle prévoit toutefois une reprise de la croissance dès 2020/21 (autour de 3 %) suite à l'amélioration du cadre macroéconomique et à la hausse de la demande extérieure. Cette dernière devrait en effet être soutenue par l'adoption de réformes structurelles en faveur d'une meilleure gestion des finances publiques et du renforcement de la compétitivité. L'accélération de la croissance sur le prochain exercice budgétaire demeure cependant conditionnelle à la stabilisation des marchés mondiaux, à la baisse des prix du pétrole ainsi qu'à la réduction des risques sécuritaires et politiques. La Banque estime par ailleurs que l'inflation s'affichera à 13 % en moyenne en 2019/20 avant de repartir à la baisse progressivement. Selon la Banque, le Pakistan enregistrera un déficit public de 7,5 % du PIB en 2019/20 et de 6,2 % en 2020/21.

Alors que les progrès enregistrés par le Pakistan en matière de lutte contre la pauvreté étaient interrompus depuis 2001, un décrochage est attendu tout au long de la période nécessaire à la stabilisation de la situation économique et financière. La Banque estime que 3,1 % des Pakistanais vivront toujours en dessous du seuil de pauvreté fixé à 1,9 USD/jour en 2019/20 (taux inchangé par rapport à 2018/19). Par rapport aux seuils de pauvreté fixés à 3,2 USD/jour et 5,5 USD/jour, le taux de pauvreté devrait toutefois légèrement reculer en 2019/20 respectivement à 31,2 % et à 72,5 % (à comparer à 31,4 % et à 72,6 sur l'exercice précédent).

- **Le FMI maintient ses prévisions relatives à la croissance de l'économie pakistanaise sur l'exercice 2019/20** (du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020). Le Fonds monétaire international, dans son dernier rapport (*World Economic Outlook, October 2019*), estime que la croissance devrait marquer le pas et ralentir autour de 2,4 % en 2019/20 avant de repartir à la hausse sur le moyen terme (croissance attendue autour de 5 % en 2023/24). Les estimations qui prévalaient lors de l'adoption du programme d'aide en juillet 2019 en matière de réduction du déficit du compte



courant à 2,6 % du PIB et de hausse de l'inflation à 13 % sur l'exercice en cours demeurent également inchangées.

Le Fonds estime toutefois que le taux de chômage pourrait légèrement augmenter à 6,2 % en 2019/20, après 6,1 % un an plus tôt. Ces données officielles ne reflètent toutefois pas le faible taux de participation au marché du travail (situé autour de 30 %) et la proportion élevée de travailleurs autonomes/précaires, le secteur informel représentant plus de 70 % du PIB pakistanais.

- **Les financements de la Banque asiatique de développement attendus en progression de plus de 70 % sur les trois prochaines années.** Lors de l'adoption du *Country Operations Business Plan 2020-2022* qui présente les projets à financer sur la période considérée, le montant moyen annuel des financements s'élève à 2,4 Mds USD, à comparer à 1,4 Mds USD sur la période 2015-2018. Des prêts souverains devraient être accordés à hauteur de 7,1 Mds USD sur les trois prochaines années, quand le montant des financements d'autre nature (essentiellement des subventions pour des programmes d'assistance technique) est attendu autour de 22 M USD.

SRI LANKA

- **Croissance du PIB estimée à 2,7 % en 2019 et à 3,3% en 2020 selon la Banque mondiale.** La croissance du PIB de Sri Lanka poursuivra sa décélération à 2,7% en 2019 selon la Banque mondiale, contre 3,2% en 2018. Ce taux est le plus faible parmi les pays d'Asie du Sud, la moyenne des pays de cette région étant de 5,9% en 2019. Le ralentissement global de l'économie et les attentats d'avril 2019 pèsent négativement sur l'économie de Sri Lanka. La croissance devrait accélérer légèrement en 2020, à hauteur de 3,3% selon les prévisions. Le taux de pauvreté (seuil de 5,5 USD par jour applicable aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure) est projeté à 36,1% en 2019, soit une baisse de 4,3 points par rapport à 2018 (40,4%).
- **Prêt de 25 M USD de Proparco à la Commercial Bank of Ceylon.** Le prêt, destiné à la Commercial Bank of Ceylon (CBC), première banque privée de Sri Lanka, a pour objectif d'aider le financement de petites et moyennes entreprises (PME) du pays. Ce nouveau financement à long terme devrait permettre de créer ou de soutenir plus de 5 000 emplois.
- **Inauguration de l'aéroport international de Jaffna (nord du Pays).** Des travaux d'un montant de 2,25 Mds LKR (11,1 M EUR) ont été réalisés afin que l'aéroport, anciennement une base militaire aérienne, puisse accueillir des vols commerciaux entre Sri Lanka et l'Inde. Le financement a été réalisé à hauteur de 300 M LKR par le gouvernement indien et le solde par le gouvernement sri lankais. L'aéroport de Jaffna sera le cinquième aéroport international du pays aux côtés de Ratmalana (Sud de Colombo), de Bandaranaike (Nord de Colombo), Mahinda Rajapaksa (Sud) et de Batticaloa (côte Est du pays). Le jour de l'inauguration a été marqué par l'arrivée d'un premier vol d'Alliance-Air, filiale d'Air India, à partir de Chennai.
- **Prêt intergouvernemental de 70,7 M EUR des Pays-Bas.** Il permettra de financer la construction de 200 ponts ruraux sur l'ensemble du pays et d'un centre de formation professionnelle à Hingurakgoda. L'aide comporte une part de don (25%) octroyé par le gouvernement néerlandais dans le cadre de son programme de soutien à l'international DRIVE et une part de crédit à l'exportation (75%) à travers la banque Rabobank.



- **Lancement de la National Innovation Agency (NIA).** Le gouvernement a approuvé la mise en place d'une "Agence nationale de l'innovation" pour promouvoir l'innovation et la recherche dans le pays. Elle est chargée d'identifier les obstacles dans les secteurs public et privé ainsi que d'aligner les multiples politiques gouvernementales avec le plan de long terme « Innovation et entrepreneuriat 2018-2022 ». Les études pour la création de la NIA ont été menées par le Ministère des Sciences, Technologie et Recherche avec le soutien de l'ONUDI. La loi formalisant la création de cette agence est en discussion au Parlement.
- **Approbation du conseil des ministres pour lever 500 M USD de « Samuraï bonds ».** La Banque centrale du Sri Lanka a été autorisée par le conseil des ministres à lever pour 500 M USD de « Samuraï bonds » sur le marché japonais à la fin novembre 2019. L'élection présidentielle du 16 novembre aura donc lieu peu avant l'émission obligataire. Cette levée permettra à la Banque centrale d'accroître ses réserves de change. Le Sri Lanka doit rembourser 3,5 Mds USD par an en moyenne d'ici à 2023.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
Sri Lanka	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Ghareb, C. Stutzmann, P. Pillon, A. Boitière, J. Deur, P-H. Lenfant et H. Lafond.

Version du 18/10/2019